

Le 8 août, le jour de notre libération fiscale

Pour qu'un salarié belge ait 100 euros de pouvoir d'achat réel, son employeur doit déboursier 252 euros, selon une étude menée par l'Institut économique Molinari et le bureau Ernst & Young (L'Echo du 26 juillet). C'est le record européen du coût salarial global. «*Le salarié moyen belge – à la fois l'un des mieux formés et l'un des plus productifs au monde – touche un salaire net qui le place au 10^e rang des pays de l'UE. Il est pourtant le plus cher à embaucher*», explique James Rogers, co-auteur de l'étude à l'Institut Molinari.

En reportant les chiffres du coût salarial sur une année entière, c'est comme si le Belge versait son salaire à l'État et à la sécurité sociale jusqu'au 7 août. Le 8 août serait donc le jour de la libération fiscale, celui à partir duquel tout ce que gagne un salarié, c'est vraiment pour sa poche.

L'an dernier, c'était le 5 août. La pression fiscale et parafiscale sur les salaires a donc augmenté... comme c'est le cas dans tous les pays d'Europe sauf la Bulgarie, l'Irlande, la Lituanie, le Luxembourg et la Slovaquie. «*Tout se passe comme si les pouvoirs publics pensaient réellement pouvoir résorber les déficits en augmen-*

tant la fiscalité. Or, les hausses d'impôts dépriment l'activité et retardent encore plus les perspectives de retour à l'équilibre des comptes publics, commente Cécile Philippe, directrice de l'Institut économique Molinari. *La solution durable à la crise actuelle réside dans une baisse de dépenses, avec une remise à plat des politiques publiques.*»

Derrière la Belgique, la France (26 juillet) et l'Autriche (23 juillet) complètent le podium de la libération fiscale la plus tardive. La plus pré-

«Avec un salaire net au 10^e rang européen, le travailleur belge est le plus cher à embaucher.»

JAMES ROGERS
INSTITUT ÉCONOMIQUE MOLINARI

coce (14 mars!), c'est Chypre, ce qui n'est pas toutefois pas le meilleur exemple de gestion publique.

Le bureau PwC détermine aussi un Tax freedom day. Il tombe beaucoup plus tôt (14 juin), car il se focalise sur la fiscalité et n'inclut pas toutes les charges sociales. **C.D.C.**

Économie & Politique

Un Belge sur deux ne peut pas économiser

Plus de 500.000 personnes ne peuvent pas économiser

500.000

La Belgique renforce la sécurité face aux «menaces» terroristes

Le conseil d'État rapporte que le nombre de menaces terroristes a augmenté de 100% en 2012.